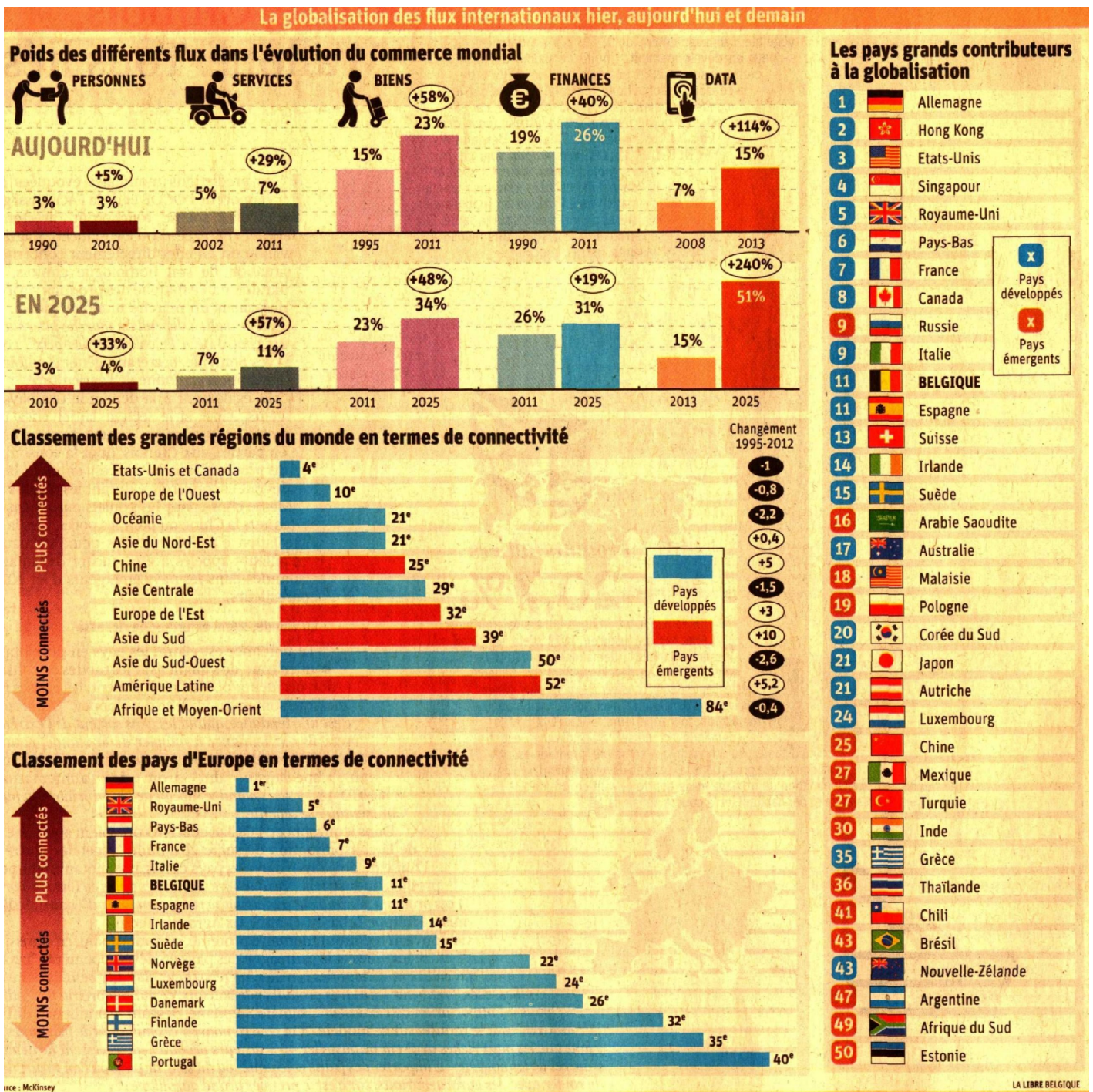


“La Belgique n’a pas assez de réseau social”

● La Belgique est, d’après une étude de McKinsey, un des actuels grands bénéficiaires de la globalisation : 11^e sur 150 pays.

● Son économie est petite mais ouverte. Pas assez toutefois à la nouvelle économie, ce qui risque de lui jouer des tours demain.



Entretien **Charlotte Mikolajczak**

Pour survivre, un petit pays doit, davantage qu'un grand, s'ouvrir au monde extérieur. Ne fût-ce que par manque de potentiel sur son marché domestique. Si, dans son étude "Global Flows Report" et dans son classement mondial des plus grands bénéficiaires de la globalisation, le consultant McKinsey s'était contenté de l'ancienne économie (flux de biens et financiers), il est à parier qu'une majorité de petits pays, dont la Belgique, se serait retrouvée au top.

Or – et c'est tout l'intérêt de l'étude –, non seulement le consultant a pondéré l'ancienne économie avec la nouvelle (flux d'informations), mais il a aussi tenu compte des flux des personnes et des services. Et, cocorico, la Belgique y est pas mal classée : 11^e sur 150 pays !

Le problème, c'est qu'en projetant les mêmes données dans le futur, d'ici 2025, elle tombera à la... 20^e place. Son problème ? Pas assez de réseau social ! Jacques Bughin, directeur senior associé de McKinsey Belgique, membre du McKinsey Global Institute (MGI), son centre de recherche mondial, et par là même un des auteurs de l'étude, juge qu'il est urgent de faire quelque chose.

La globalisation – c'est votre postulat de départ – s'installe de manière drastique. Concernant la Belgique, quels étaient vos questionnements ? Son économie est petite mais très ouverte avec un tissu industriel qui exporte bien et importe dans l'industrie pour réexporter avec un ajout important de valeur ajoutée. Jusqu'à présent, la Belgique semble avoir profité de cette globalisation : les flux internationaux représentent plus d'un tiers, voire peut-être la moitié de sa croissance. Le reste du monde n'est pas aussi ouvert qu'elle puisque les flux internationaux représentent, en moyenne, 25 % de l'économie contre 75 % pour les flux domestiques. Mais qu'en sera-t-il demain ? Risque-t-elle de rater le mouvement ?

Comment la Belgique a-t-elle gagné sa 11^e place ?

Celle-ci est tirée avant tout par le commerce des biens et des services, les investissements directs de sociétés étrangères et, dans une moindre mesure, la migration. Son ranking est toutefois plombé par de moins bons flux financiers; notamment parce qu'elle a perdu ses grandes banques comme Fortis ou Dexia. Mais aussi, et surtout, par son manque d'accession dans la nouvelle économie. Cette photo actuelle augure, hélas, des handicaps demain.

Quels sont-ils ?

Le premier atout de la Belgique, qui peut se transformer à terme en handicap, est que la Belgique commerce essentiellement avec les pays qui lui sont limitrophes. Elle a la chance d'être concentrée en Europe, et de voisiner les relais de croissance que sont l'Allemagne, la France, les Pays-Bas. Mais ceci n'est que la face visible de l'iceberg. A côté des échanges directs, il y a les échanges indirects un peu à l'image d'un Facebook où "les amis de mes amis peuvent devenir mes amis, et devenir ceux par qui mes photos, mes commentaires peuvent être relayés de manière beaucoup plus vaste et lointaine qu'anticipé". Dans le commerce international, l'importance des échanges indirects est primordiale. Un pays au centre des échanges mondiaux profitera de la globalisation deux fois plus qu'un pays à la périphérie. Actuellement, la Belgique est connectée à plus ou moins 10% des routes du réseau tissé par la globalisation. Or, cette participation décroît avec le temps, notamment parce que le commerce international explose dans des régions comme l'Asie où la Belgique est moins bien représentée.

Le deuxième atout de la Belgique est sa présence au sein du réseau des communications internationales, favorisant les flux d'informations. Mais depuis l'avènement d'Internet, une grande partie des échanges d'informations se réalise par le web, où la Belgique est peu représentée. Pire, une grande partie des autres flux : financiers, commerciaux, de services deviennent digitaux. Et là aussi, la

Belgique est à la traîne. Dans le domaine de l'automobile, on a l'assemblage, pas le design; c'est pareil pour Internet : on n'a pas l'économie des infrastructures, du software, des apps et des plateformes internationales comme Google, Amazon, Facebook, Cisco et autres. Les Pays-Bas sont bien mieux placés que nous avec notamment, pour Amsterdam, une infrastructure de points d'échanges Internet la plus grande au monde en termes de connexions, et la

deuxième au monde en termes de trafic, ce qui lui permet d'être au centre des flux d'informations digitaux. Il y a quinze ans, les réseaux belge et néerlandais d'informations numériques influent chacun sur plus ou moins 30 % des échanges. Aujourd'hui, et alors que les échanges d'informations ont été multipliés par 200, les Pays-Bas pèsent sur 60 % d'entre eux contre à peine 10 % pour la Belgique.

Si l'avenir est à l'internationalisation des flux et à la distribution numérisée, la Belgique pourrait ne pas en bénéficier autant qu'elle a bénéficié de la croissance classique du commerce international.

Y a-t-il d'autres faiblesses ?

Oui, hélas. La Belgique accuse déjà un certain retard dans les services. On a par ailleurs peu de grandes entreprises ou de grandes banques; et si on ne les a pas perdues, leurs centres de décisions se sont déplacés. Les communications internationales se font de moins en moins par téléphone. Aujourd'hui, c'est Skype, Facebook... Et là encore, les sociétés qui maîtrisent ce trafic ne sont pas belges, alors qu'avant, chaque pays s'assurait un point de contact, par l'intermédiaire de son opérateur national.

Etes-vous aussi pessimiste sur le tissu industriel et les PME belges ?

Oui et non. La dynamique de croissance en Belgique vient des PME, mais le tissu s'effiloche. On a un EVS, leader mondial dans le segment de la technologie de retransmission par images, et en particulier le ralenti sportif; mais ceci reste un marché de niche. On a des entrepreneurs de renommée certaine, mais pas des "serial killers" comme les frères Sawner, en Allemagne, qui ont copié le succès d'eBay, développé Rocket Internet à l'international ou encore lancé Zalando notamment en Belgique.

Les PME belges sont par ailleurs à la traîne, au mieux à la moyenne européenne, dans l'adoption des technologies numériques, et se limitent donc dans la possibilité d'aller chercher des parts de marché au niveau du commerce international.

Que représente cette somme de handicaps au niveau mondial ?

Notre extrapolation, c'est qu'en 2025, la Belgique passera de la 11^e à la 20^e place. Et encore heureux qu'elle a de bons voisins... sinon elle tomberait à la 30^e place. Mais qu'advientra-t-il si ces pays commencent à tousoter...

Quels autres pays reculeront aussi ?

L'Europe en règle générale. Car d'autres pays croissent et créent leur propre tissu d'échanges. Car des accords d'échanges se créent hors Europe comme entre les pays des continents sud/nord-américains. Car le centre de gravité des routes de l'information ne passe plus entre les Etats-Unis et l'Europe, mais se situera au Moyen-Orient, dans le nord de l'Afrique, à Singapour, à Hong Kong... En fait, dans l'économie plus numérique de demain, la Belgique et l'Europe seront plus consommatrices que productrices.

Que faire ?

La bonne nouvelle est qu'on peut faire une foule de choses. La dynamique de marché va s'enclencher d'elle-même, mais pas sans stimulus. Dans ce cas, il faudra :

- coacher les PME et leur donner la structure leur permettant d'ouvrir les frontières;
- investir dans les nouvelles technologies informatiques, mais aussi et surtout, avoir des centres de compétences (on a peu d'écoles d'ingénieurs en software, on commence seulement à lancer des filières big data, etc.); autrement dit, ne pas rester dans une logique "mécanique" et entrer dans une logique "logicielle";

c) centrer la production sur les biens à haut taux de connaissance; ans pour être complet.

garder le management belge de talent...;

d) recréer, pour le pays, un réseau plus proche des centres de gravité des différents flux : des Pays-Bas pour les données, de l'Irlande pour les services...;

e) continuer à accueillir des investissements directs dans notre pays, ainsi qu'importer la main-d'œuvre qui nous permettra de créer des compétences dans de nouvelles filières.

On vit sur des acquis et la dynamique se déplace. Le rôle de ce rapport est double : d'abord prévenir, ensuite appeler à la mise en action urgente. C'est maintenant qu'il faut commencer car l'effet de la globalisation sur la croissance de l'économie prend entre 5 et 7

“Les PME belges restent à la traîne dans l'adoption des technologies numériques.”

JACQUES BUGHIN

Directeur senior de McKinsey Belgique.

Épinglé

Pourquoi une telle étude ?

Le Global Flows Report vise à comprendre l'évolution du commerce mondial et de la globalisation, et de son impact sur la croissance des pays. En agrégeant une multitude de flux globaux (biens, services..., dont le poids représente aujourd'hui au moins 20 trillions d'euros dans le monde), et en le regardant sous la lumière d'un réseau d'échanges comparable à un gigantesque réseau social comme Facebook, McKinsey démontre 4 nouvelles données de la globalisation. Un, les flux internationaux contribuent à la croissance mondiale. Deux, ils deviennent de plus en plus digitalisés ce qui élargit les

zones de contacts entre pays. Trois, les flux financiers ont des effets à court, mais peu ou prou à long terme.

Quatre, au plus un pays a des connexions et au plus les pays avec lesquels il est connecté sont influents, au plus il bénéficiera de l'effet levier créé par son réseau.

McKinsey en a tiré un classement mondial de 150 pays en fonction du double effet de leur degré d'ouverture de leur économie et de leur contribution à la globalisation de tous ces flux (voir infographie). Le top 3 est constitué de l'Allemagne, Hong Kong et les Etats-Unis. La Belgique est 11^e, ex aequo avec l'Espagne. Si la Chine, grand pays et grand exportateur, se classe seulement 25^e, c'est que le commerce l'impliquant a peu de valeur ajoutée et que les flux de personnes et de données restent limités. **C.M.**

2,4 %

LA CONTRIBUTION BELGE

Le PNB (Produit national brut) de la Belgique pèse 0,8 % dans le total du PNB

mondial. Mais sa contribution dans les flux internationaux atteint 2,4 %. Soit trois fois supérieure au poids de son économie. Ce multiplicateur de trois est sous pression et va régresser à moins de 2 dans les dix ans, selon Mc Kinsey.